

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex) an Dritte

i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Chiffrierung	Priorität	Factura	Text erg.	F.	Abseher	Seiten
<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Presse und Info.	1
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flach		

Empfangsperiode	Empfangsperiode	Empfangsperiode	Empfangsperiode	Empfangsperiode	Empfangsperiode
-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------

wochentx

Wochentelex 46/87 v e r t r a u l i c h

Visite du Ministre des Affaires étrangères bulgare, M. P. Mladenov, à Berne (5-6 novembre 1987)

Les thèmes suivants ont été évoqués lors de cette visite :

D é s a r m e m e n t

Selon le MAE bulgare (M) le chemin parcouru pendant les trois dernières années depuis la rencontre avec CFA en 1984 sur la voie du désarmement a été impressionnant. Personne n'aurait osé imaginer alors, que l'on parviendrait à la signature d'un accord sur l'élimination d'une classe entière d'armes nucléaires (INF), ni à la tenue de trois sommets entre les EU et l'URSS. Les efforts ne devront cependant pas s'arrêter au 7 décembre prochain, le but final demeurant celui de l'élimination globale des armes nucléaires de notre planète et là prochainé étape en vue du IVème sommet qui pourrait avoir lieu au printemps prochain étant celle de la réduction de 50 o/o des armes stratégiques offensives notamment. Partisane d'une sécurité égale pour les deux parties, Sofia combat fermement l'idée d'une militarisation de l'espace. M. rap-pela l'attitude favorable de son gouvernement à l'égard de la conclusion d'un accord sur l'élimination des armes chimiques, au sujet duquel une entente n'a pas encore pu être trouvée dans le camp occidental.

Il conviendrait en outre que l'on parvienne rapidement à l'élabo-

9.11.1987

30.66

Dodis



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.	Absender	Seite-Nr.
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash		2
Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	

ration d'un mandat pour les négociations sur la réduction des armes conventionnelles à Vienne et que des progrès soient également réalisés sur la voie de l'élimination des armes nucléaires tactiques. Enfin la Bulgarie est favorable au contrôle des armements et aux mesures de vérification, nécessaires pour réduire la méfiance réciproque, toujours existante dans ce domaine (prétendue supériorité - toujours selon M. - du pacte de Varsovie dans les domaines stratégique et des armes conventionnelles). C'est là un domaine où les petits pays peuvent faire entendre leur voix et unir leurs efforts selon M.

Selon CFA et BRE l'attitude qui consisterait à faire le procès des armes nucléaires en tant que telles paraît erronée. Nous nous félicitons bien entendu de la disparition totale d'une classe d'armes (INF), la première fois depuis 1945, comme nous appuyons le principe d'une réduction de 50 o/o des armes stratégiques offensives. Mais il faut bien constater que la dissuasion nucléaire nous a permis de maintenir la paix en Europe durant plus que 40 ans. C'est donc à l'idée d'une approche séquentielle (que d'ailleurs les deux superpuissances semblent maintenant vouloir poursuivre), que nous nous rangeons en matière de désarmement. Il paraît en effet essentiel à ce stade des négociations, que des vides dangereux et des déséquilibres nouveaux, susceptibles de mettre en question le principe de dissuasion réciproque, ne soient créés.

Il conviendrait donc avant tout de poursuivre les efforts étape par étape et de manière coordonnée au niveau des différentes

Datum _____
Tel. intern _____

Visum

11.10.1985

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Ja Nein

Norm. Dring. Flash

3

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

négociations sur le désarmement. La Suisse pourrait y contribuer essentiellement de deux manières :

1. par la mise à disposition de ses services en matière de contrôle et de vérification, (par exemple dans le domaine des armes chimiques)
2. par un engagement accru au niveau de la Conférence sur la CSCE à Vienne, qui, pour différentes raisons, est en passe d'apporter une modification substantielle au dialogue européen en cours :
 - En effet, pour la première fois, il pourrait y avoir accord sur l'idée d'une conférence sur le désarmement conventionnel, alors que jusqu'ici il n'avait été question que de mesures de confiance et de sécurité.
 - Pour la première fois également une conférence sur les droits de l'homme proposée par l'URSS, qui pourrait se tenir à Moscou, mettant d'une certaine manière ceux-ci au même niveau que les questions du désarmement.
 - Et enfin: pour la première fois, nous pourrions avoir un véritable follow up au niveau de la IIème corbeille (environnement, etc.)

CFA constate que jusqu'ici peu de progrès ont pu être réalisés dans le domaine humanitaire et que les pays membres paraissent encore bien loin de l'adoption d'un document substantiel et équilibré, tel que nous le souhaiterions pour la fin de cette année.

Datum: _____

Visum: _____

Signature: _____

Referenzen und Initialien

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.	Absender	Seite-Nr.
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash		4
Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	

La partie bulgare exprime enfin le voeu que la Suisse appuie son projet de conférence sur l'écologie, à Sofia, dans le cadre de la CSCE. CFA indique que nous n'avons pas d'objections à formuler à ce sujet.

A f f a i r e s b i l a t é r a l e s

Trois aide-mémoire concernant des cas de réunions de familles, de protection consulaire et un cas de péage de taxe autoroutière en Bulgarie ont été remis à M.

Ce dernier exprime le voeu que notre pays se fasse mieux connaître sur le plan culturel en Bulgarie, alors que sur le plan économique la conclusion d'un accord de protection des investissements et d'un accord de double-imposition constituent les principaux desiderata bulgares.

C r i s e s r é g i o n a l e s

M. exprime l'inquiétude de son gouvernement pour la poursuite de la guerre Iran-Irak que les deux parties ne semblent malheureusement d'ailleurs pas vouloir arrêter. Il déplore la présence militaire des USA et de ses alliés dans le Golfe, facteur de risque supplémentaire dans cette même région. Par ailleurs la Bulgarie se déclare partisane d'une conférence internationale avec la participation de toutes les parties en cause pour essayer de résoudre le problème israélo-arabe. CFA relève divergences existantes dans le camp palestinien, quant à la composition d'une délégation jordano-palestinienne ainsi que sur la conception même de la conférence et sur les questions de procédure à adopter, sans parler des désaccords existants du côté israélien entre MM. Shamir et Péres.

Datum _____
Tel. intern. _____

Resum

Les problèmes de l'Afghanistan et du Cambodge furent également abordés à cette occasion.

Europäische Weltraumorganisation (ESA):

Beteiligung der Schweiz an der Ministertagung
und an neuen Programmen:

1 Der Bundesrat hat die Teilnahme der Schweiz an der kommenden Ministertagung des Rates der ESA beschlossen, die am 9. und 10. November in Den Haag stattfinden wird. Die Schweizer Delegation wird von Botschafter Franz Muheim, geleitet.

Der Bundesrat hat der Delegation die Ermächtigung erteilt, an der Ministertagung der Resolution ueber den langfristigen europäischen Weltraumplan zuzustimmen und fuer die verschiedenen Programme die folgende Teilnahme der Schweiz anzukundigen:

- Traegerrakete ARIANE 5: 2 o/o
- Raumflugzeug HERMES: 1,5 o/o
- Europaeischer Beitrag COLUMBUS an die amerikanische Raumstation: wird offengelassen
- Nutzerprogramme: Weiterfuehrung der Beteiligung in den Bereichen
 - . Erdbeobachtung: 2 o/o
 - . F+E Aktivitaeten unter Schwere-
losigkeit (Mikrogravitaet): 2 o/o
 - . Satelliten-Fernmeldewesen: max. 2 o/o

Ferner wird die Delegation ermächtigt, der Weiterführung der jährlichen Erhöhung des ESA-Wissenschaftsbudgets um 5 o/o bis 1992 sowie der schweizerischen Beteiligung am Experimententwicklungsprogramm PRODEX zuzustimmen.

- 2 An der Ministertagung soll der ueberarbeitete europaeische Weltraum-Langzeitplan verabschiedet werden. Seine wichtigsten Ziele sind eine Verstaerkung der Zusammenarbeit der dreizehn ESA-Mitgliedstaaten und die Entwicklung neuer Weltraumsysteme, welche Europa zur Autonomie in allen Schlueseltechnologien der Raumfahrt fuehren sollen. Dazu gehoert insbesondere das neue integrierte Weltraumtransportsystem ARIANE 5 / HERMES sowie das Programm COLUMBUS, welches den Beitrag Europas an das amerikanische Projekt einer Raumstation darstellt.

Mit der ARIANE 5 wird Europa seine Stellung auf dem internationalen Markt fuer Satellitenstartdienste auch ab 1995 waehren koennen. Die heute in Produktion stehenden ARIANE-Versionen haben sich 50 o/o Weltmarktanteil gesichert. Mit der unbewohnten Version von ARIANE 5 koennen Satelliten und Bauteile von Raumstationen mit bis zu 20 Tonnen Gesamtgewicht gestartet werden.

ARIANE 5 wird aber auch als Traegerfahrzeug fuer das Raumflugzeug HERMES dienen, mit dem 3 Personen Besatzung und 3 Tonnen Nutzlast gestartet werden koennen. HERMES soll unter anderem als Zubringerfahrzeug zu einer zukuenftigen europaeischen Raumstation Verwendung finden.

Im Rahmen des COLUMBUS-Programms sollen vier Elemente eines Raumstationssystems entwickelt werden: ein in die amerikanische Weltraumstation integriertes Labor (APM), ein autonomes, freifliegendes Labor (MTFF), ein polarer Grosssatellit und eine vergrösserte Version der wiederverwendbaren EURECA-Satellitenplattform.

- 3 Die Schweiz ist seit Anbeginn an der europaeischen Weltraumzusammenarbeit beteiligt. Unseren Universitaetstituten bietet die ESA-Beteiligung einzigartige Experimentiermoeglichkeiten an Bord wissenschaftlicher Satelliten. In der Magnetosphaerenforschung stehen wir an der Weltspitze. Unsere Industrie erhaelt von der ESA Entwicklungsauftraege, die auch im kommerziellen Sektor verwertet werden koennen. So liefert das Konsortium CONTRAVES / F+W Emmen und Ateliers Mecaniques de Vevey nicht nur die Nutzlastverkleidungen fuer saemtliche ARIANE-Versionen, sondern seit kurzem auch jene fuer die amerikanischen TITAN III Traegerraketen. Es ist dies das erste Mal, dass die USA einen Bauauftrag fuer ein wichtiges Subsystem einer amerikanischen Rakete ins Ausland vergeben haben. Die Compagnie Industrielle Radioelectrique CIR hat - als zweites Beispiel - Bodenstationen fuer den Empfang von METEOSAT-Bildern an zahlreiche andere Staaten und Organisationen liefern koennen.
- Aus finanziellen Gruenden hat der Bundesrat die Beteiligung der Schweiz auf den oben erwaehnten Umfang beschraenken muessen. Damit wird unser Jahresbeitrag an die ESA von heute 47 Mio Sfr.

auf 87 Mio. Sfr. im Jahre 1991 steigen. Unsere Beteiligung an COLUMBUS wird auch aus technischen und politischen Gruenden noch offen gehalten: Einerseits hat die Schweiz Bedenken, ob die sehr grosse Experimentierkapazitaet auch wirklich ausgelastet werden kann, andererseits haben die Raumstationsverhandlungen mit den USA noch keine befriedigenden Loesungen betreffend die Eigenzustaendigkeit Europas sowie die eventuelle Benuetzung der Raumstation fuer militaerische Zwecke durch die USA gezeitigt.

Besuch Botschafter Ruegg (R) in Iran, 2. - 5.11.87

R hatte ausgiebige Gespraechе mit AM Velayati, Vize-AM Mansoori und Sheikholeslam, Generaldirektor Ahani und anderen Funktionaeren Aussenministerium. Daneben Kontakte mit Vertretern IKRK und dem diplom. Corps. Besuch Botschaft und Interessensektion US. Gespraechе verliefen in guter Atmosphaere. Qualitaet Gespraechspartner erlaubte substantiellen Gedankenaustausch zu bilateralen und internationalen Fragen. Letztere umfassten Golf, Mittelostkrise, Afghanistan und Libanon, sowie Beziehungen Irans zur Sowjetunion, Tuerkei und Pakistan. Bilaterale Beziehungen Schweiz-Iran wurden allgemein als gut bezeichnet, Vertiefung und Ausdehnung der Zusammenarbeit wird vor allem in kulturellen und wissenschaftlich-technischen Bereichen gewuenscht. R erhielt Bestaetigung dafuer, dass Schweiz augenblicklich guten Ruf ge-

niesst und US-Mandat Beziehungen nicht direkt beeinflusst, dass jedoch Regime Teheran infolge internationaler Spannung und Isolierung sehr empfindlich auf jede Art vermeintlicher oder echter Kritik reagiert, was Konsolidierung Beziehungen mit Drittstaaten erschwert. Andererseits zeichnet sich iranisches Vorgehen in Golfkrise durch kluge Taktik und gute Kenntnis des Gegenspielers aus. R gegenüber enthielten sich Iraner politischer Rhetorik. Ausländische Beobachter in Teheran sind sich im allgemeinen einig, dass Politik der Gewalt und Einschüchterung, wie auch der Isolierung Iran gegenüber nicht zum gewünschten Ziele führen kann. Regime genießt immer noch ausgedehnte Unterstützung durch Volk und wirtschaftliche Lage hat sich jüngst wieder leicht gebessert.

Besuch R wurde iranischerseits begrüßt und Interesse an weiteren Gesprächen unterstrichen.

schweizer flugzeug fuer eine mission der vereinten nationen in der westsahara

der bundesrat hat am 4.11.87 auf antrag des eda beschlossen, der uno im rahmen der bemuehungen zur friedlichen beilegung des westsahara-konfliktes ein flugzeug fuer eine technische mission zur verfuegung zu stellen. damit hat er einem gesuch des uno-generalsekretaers stattgegeben, der die schweiz um eine diesbeziegliche logistische unterstuetzung gebeten hat.

die rund 15-koeufige expertengruppe, der keine schweizer angehoeren, wird an ort und stelle informationen sammeln, die es erlauben sollen, im hinblick auf verhandlungen ueber einen waffenstillstand und die durchfuehrung einer volksbefragung vorschlaege auszuarbeiten. die unter der aufsicht des uno-generalsekretaers stehende mission wird von allen konfliktparteien (marokko, demokratische arabische republik sahara (rasd), polisario sowie algerien) gutgeheissen. ausserdem ist die organisation fuer die afrikanische einheit (oau) mit zwei vertretern an der mission beteiligt. die tragweite der mission bedarf einer vorsichtigen einschaeztung, da es sich nur um einen ersten technischen schritt auf dem weg zu einer problemloesung handelt und da sich die parteien ueber den politischen stellenwert eines allfaelligen spaeteren referendums noch uneinig sind.

mit der infrastrukturellen unterstützung der westsahara-mission bekräftigt unser land erneut seinen willen, im rahmen der politik der guten dienste einen beitrag zur friedenssicherung zu leisten. im bereich von flugzeugeinsaetzen zugunsten von friedensoperationen hat die schweiz eine langjaehrige erfahrung, stellt sie doch der waffenstillstandsbeobachtungs-organisation im nahen osten seit 1967 ein flugzeug zur verfuegung.

der bund mietet das der westsahara-mission zur verfuegung gestellte flugzeug bei der firma crossair. es handelt sich um einen metro-liner, der von einer dreikoeppfigen crossair-besatzung (2 piloten, 1 mechaniker) geflogen wird. die kosten fuer den bund sind auf rund 110'000.- franken veranschlagt. die mission wird am 20.11.87 beginnen und ca. drei wochen dauern.

Le Comité des échanges de l'OCDE s'est réuni à Paris les 26 et 27 octobre. L'Ambassadeur de Pury y dirigeait la délégation suisse. Trois remarques s'imposent sur cette session:

1. Le débat a eu lieu sous l'impression de la crise des bourses mondiales et des dangers économiques accrus (récession, inflation, protectionnisme) que cette crise implique. Les délégués se sont tous déclarés conscients des graves répercussions que pourrait avoir en cette période de craintes et d'incertitude un faux signal en matière de politique commerciale. La délégation suisse a plaidé en faveur de ''signaux positifs'' allant au-delà d'un simple respect de l'accord de standstill de Punta del Este, en soi déjà difficile. Ces signaux devraient surtout se situer dans le cadre de progrès visibles à l'Uruguay Round du GATT (p. ex. passage sans heurts et dynamique à la phase négociatoire du cycle d'Uruguay, passage souligné entre autres par une présence active de nombreux ministres à Genève en novembre prochain à l'occasion du 40ème anniversaire revalorisation du rôle des politiques d'ajustement structurel et de défragmentation des marchés dans le cadre de stratégies de croissance, plus nécessaires que jamais. Ces stratégies, a souligné la délégation suisse, doivent devenir plus agressives avant qu'il ne soit trop tard.

2. L'agriculture, un sinon le thème clef de l'Uruguay Round, a formé le sujet principal du dîner restreint du Comité des échanges. Il y a été constaté qu'à part le Japon, tous les ''key

players'' de la négociation agricole ont désormais fait des propositions: USA, CEE, groupe de Cairns. Il y a été en outre constaté que même si les propositions américaine et communautaire sont très éloignées l'une de l'autre, elles contiennent un élément commun: une acceptation au moins partielle du fait que l'objet de la négociation du GATT devrait être les politiques agricoles nationales, c'est-à-dire les aides à l'agriculture (par équivalents de subvention à la production (ESP) interposés) et non seulement leurs effets sur les marchés internationaux. La délégation suisse a fait part de ses vues (contenues dans une soumission suisse déposée le 26 octobre à l'Uruguay Round) en posant autant aux Américains qu'à la CEE des questions sur certains aspects de leurs propositions paraissant soit illogiques, soit irréalistes, soit les deux. De l'avis de la Suisse l'Uruguay Round devrait faire porter la négociation sur des règles minimisant, voire éliminant, les effets néfastes des politiques agricoles nationales sur les marchés internationaux et non sur les politiques agricoles elle-mêmes.

3. Le Comité des échanges a en outre procédé dans le cadre d'un exercice de surveillance des politiques commerciales d'un genre nouveau et dans l'optique de la négociation d'Uruguay à un examen approfondi de toute une série de pratiques commerciales restrictives, pour la plupart illégales ou aléales au titre du GATT. Ce débat a confirmé l'engouement des ''Grands'' pour les stratégies bilatérales. Les Etats-Unis ont ardemment défendu

Leurs négociations bilatérales d'ouverture de certains marchés notamment avec le Japon et la Corée, en soulignant le fait qu'une fois obtenue, cette ouverture profite à tout le monde. Cela même s'ils ont reconnu que ces négociations ont surtout pour effet d'augmenter les échanges bilatéraux.

L'accord de libre-échange prévu entre le Canada et les Etats-Unis a fait l'objet d'une discussion qui a confirmé que l'article XXIV du GATT (unions douanières, zones de libre-échange) est en train de passer du statut d'exception au statut de règle. Le débat a, enfin, confirmé que les Grands - surtout la CEE - n'ont pas abandonné l'idée de réglementer la jungle protectionniste des secteurs industriels protégés (acier, chantiers navals, automobiles etc.) à l'aide d'accords genre accord multifibres, plutôt que de se tenir à la décision de Punta del Este: rollback puis élaboration de règles libéralisatrices. La délégation suisse a défendu ses vues bien connues fondées sur le multilatéralisme au travers d'un renforcement des règles du jeu et sur l'objectif de libéralisation.

La 27e Conférence générale de l'UNESCO à mi-parcours

1. Election de Federico Mayor au poste de DG-UNESCO, le 7.11., par 142 voix, 7 voix, 2 abstentions, 3 Etats absents, met fin dans l'harmonie à la guerre de succession qui a déchiré l'Organisation. Le consensus était acquis dès lors que M'Bow, au cours d'une cérémonie d'hommage à laquelle tous les groupes prirent part, avait fait publiquement l'éloge de son successeur. Par la suite, les Non-Alignés et le G-77 endossèrent officiellement eux aussi la candidature Mayor.
2. Donnant aussitôt sa première conférence de presse, le nouvel élu, qui prendra ses fonctions le 16.11, confirma que son objectif prioritaire était le retour de l'Organisation à l'universalité, mais pas à n'importe quel prix. Il englobe dans ce contexte non seulement USA, UK et Singapour, mais encore des Etats qui n'ont jamais fait partie de l'Organisation, tels les micro-Etats du Pacifique.
3. Mayor compte aussi mettre l'accent sur le domaine scientifique, parce qu'il prête le moins à la controverse, et notamment sur le programme 'l'homme et sa biosphère' qui touche à l'environnement. Pour le reste, il se veut avant tout le serviteur des Etats membres et le gardien de l'Acte constitutif, qu'il

qualifia d'intangible, et en vertu duquel il se prononça pour la libre circulation de l'information et contre le vote pondéré en matière budgétaire. Il clama sa reconnaissance à l'Amérique Latine et aux Caraïbes et son amour de l'Afrique. Il se définit encore comme un pragmatique, 'puisque savant et Catalan', mais aussi comme un politique - n'est-il pas, après tout, ancien Ministre ? Son expérience du régime Franco n'a fait, dit-il, que renforcer son attachement aux droits de l'homme.

4. Le nouveau DG a prévu de s'imposer très rapidement par une série de mesures et de nominations qui devraient être annoncées sitôt après son installation. Tous les délégués européens sont cependant loin de s'enthousiasmer pour le rôle que d'anciens hauts fonctionnaires de l'Organisation prétendent jouer autour du nouveau DG - ainsi, l'Américain John Fobes ou notre compatriote Bolla.
5. Préfigurant la quasi-unanimité qui allait le porter à la direction générale, la Conférence générale avait approuvé la veille par consensus un plafond budgétaire de 350 millions de dollars pour le biennium 1988-89, qui représente une croissance réelle nulle.

6. En commission, la délégation suisse a dû intervenir pour éviter la réduction du budget du BIE, qui aurait risqué d'entraîner le transfert à Paris de la Conférence Internationale de l'Education en 1988. La France, qui préside le Conseil du BIE, s'est également engagée dans le même sens. Elle craint comme nous que la réunion à Paris de toutes les activités du secteur éducatif ne serve les arrières-pensées idéologiques des pays de l'Est, qui les influencent déjà fortement au siège. Le président de la Commission suisse pour l'UNESCO, Edgar Tripet, a plaidé la cause du BIE devant un groupe de travail ad hoc, qui s'est rangé à ses arguments à l'exception de la RFA, obnubilée par les économies à réaliser au point d'en oublier tout sens politique. Dans le débat, nous avons pu compter notamment sur l'appui du Sénégal, du Venezuela et sur la neutralité de la Norvège, qui avait d'abord fait cause commune avec la RFA puis s'était ravisée. Brunner

NNNN

pas de partie II.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Presse- und Informationsdienst

Bern, den 11.11.1987

1.A.22.14.7.3. - HK/IA

Interne Verteilerliste

Betrifft: **Wochentelex 46/87** **(CH)**

Departementsvorsteher		CFA
Sekretäre Chef EDA	Hr. De Watteville	WA
	Hr. Erard	ER
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Brunner	BRE
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Tissières	TE
	Hr. Schaller	SRU
Protokoll	Botschafter Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
	Hr. Speck	SPE
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Faivet	
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Wyss	WS
	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Faessler	FCH
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg	RUE
	Hr. Blickenstorfer	BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
	Hr. Flückiger	FK
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim	MF
	Minister Streuli	STJ
	Minister Gyger	GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Imm	IE
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht		
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
Generalsekretariat	Botschafter Manz " Freymond	WER FRE
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Ruf	RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Hr. von Graffenried	GRD
Personalsektion	Hr. Kaiser/Hr. Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Stellvertr. Direktor	Botschafter Staehelin Hr. Wilhelm	SFR WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland Vizedirektor	Hr. Bill Hr. Giovannini Hr. Högger	GI HL
Informationsdienst	Hr. Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion Intern. Hilfswerke	Hr. von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 11. November 1987

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - HK/1A

CK 11. Nov. 87 -8

V E R S A N D L I S T E

Betrifft: **Wochentelex** 46/87 (CH)

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	

Genf / IO

GENERALKONSULATE:

~~Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt~~

alle!

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total
=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
 Presse- und Informationsdienst
 i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Bern, den 31.11.1987

TELEGRAMM (CH)

46/87

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Accra	- Helsinki	- Rabat
- Addis Abeba	- Houston	- Riad
- Alger	- Islamabad	- Rio de Janeiro
- Amman	- Istanbul	- Rom
- Ankara	- Jakarta	- San Francisco
- Athènes	- Kairo	- Santiago
- Bagdad	- Kinshasa	- Sao Paulo
- Bangkok	- Lagos	- Seoul
- Beirut	- Lima	- Stockholm
- Berlin West	- Lissabon	- Teheran
- Bombay	- London	- Tel-Aviv
- Bonn	- Los Angeles	- Tokio
- Brasilia	- Luxemburg	- Washington
- Brüssel (2)	- Madrid	- Wien
- Budapest	- Marseille	
- Buenos Aires	- Mexiko	
- Bukarest	- Montreal	
- Canberra	- Moskau	
- Caracas	- Nairobi	
- Chicago	- New Delhi	
- Colombo	- New York (2)	
- Dar es Salaam	- Ottawa	
- Den Haag	- Oslo	
- Djeddah	- Paris (3)	
- Dublin	- Peking	
- Guatemala	- Prag	
- Havanna	- Pretoria	

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen (inkl. GK).

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD